

Notes de lecture

***Anthropologie du médicament au sud.
La pharmaceuticalisation à ses marges***

A. DESCLAUX, M. EGROT, 2015, Paris,
L'Harmattan.

Au cours de la dernière décennie, le champ des recherches en anthropologie pharmaceutique s'est largement développé et a bénéficié de plusieurs rencontres et croisements féconds avec d'autres domaines de recherche, tels que l'anthropologie des sciences, l'analyse des mouvements sociaux ou la sociologie économique. Une telle ouverture a enrichi les ethnographies sur le sujet en renouvelant l'attention aux cadres juridiques, aux stratégies industrielles, aux fonctionnements institutionnels qui jouent un rôle déterminant dans la circulation sociale de biens de santé tels que les médicaments. De plus, des approches comme l'ethnographie multisituée ou les analyses multiéchelles se sont montrées particulièrement fécondes pour l'étude de l'objet pharmaceutique, dont les observateurs ne cessent de rappeler qu'il fait l'objet de constructions multiples, au confluent des logiques sanitaires, commerciales et juridiques portées aussi bien par des consommateurs, des détaillants et des médecins que par des industriels de différents pays, des États et des organisations internationales ou non gouvernementales.

Dans ce contexte de recherche, l'ouvrage édité par Alice Desclaux et Marc Egrot dresse un tableau de synthèse des recherches menées au cours des dernières années – en forme de bilan d'étape tirant enseignement des concepts élaborés dans le domaine. Il propose également un certain nombre de positions sur le champ, en travaillant la notion de pharmaceuticalisation à partir d'études menées dans des pays

du Sud. Sa lecture, très stimulante, invite à une certaine prise de recul sur l'histoire des recherches sur le médicament pour réfléchir aux pistes qui se dessinent actuellement. Après avoir présenté le contenu de l'ouvrage, je discuterai brièvement ces pistes.

Il faut tout d'abord souligner l'intérêt de l'introduction de l'ouvrage signée par Alice Desclaux et Marc Egrot. Ce chapitre constitue en effet un excellent panorama de la recherche, tant sur un plan historique qu'analytique. La présentation déploie une étude du champ avec une grande exhaustivité et surtout elle fait montre d'une exceptionnelle clarté, identifiant de façon convaincante à la fois des courants de recherche et des concepts explicatifs phares.

La suite de l'ouvrage est divisée en parties qui tournent toutes autour de la notion de « marge », un terme fédérateur pour la thématique de recherche, mais souffrant parfois d'une théorisation insuffisante selon les chapitres. La première partie porte sur la question de la gratuité et du don, analysés à différents niveaux : décision du Sénégal en 2003 de rendre l'accès aux antirétroviraux gratuits (Taverne), diversité des formes de don de médicaments (Egrot), dons au sein d'un centre de soins (Ouvrier) ou discours des professionnels de santé sur la gratuité des médicaments (Ridde et Samb). Ces articles abordent ainsi la question du don et de la gratuité en croisant analyses de politiques publiques, d'interactions individuelles, de discours d'acteurs, ce qui permet d'en éclairer différents aspects.

La deuxième partie porte sur les questions d'approvisionnement et de la légalité/illégalité des médicaments. La limite fragile entre la légalité et l'illégalité est explorée au moyen de l'analyse d'une affaire de trafic de

médicaments entre le Sénégal et l'Europe (Taverne, Egrot), d'une étude sur le cadrage progressif en termes de « contrefaçon » du problème de la qualité des médicaments circulant au Sud (Baxerres) et de l'étude de la popularité au Cambodge d'un contraceptif pourtant interdit (Hancart-Petit). Une fois encore, la lecture conjointe de ces chapitres met en évidence l'intérêt d'une approche multituée des questions de légalité, qui mêlent des enjeux de propriété intellectuelle, de distribution, de pratiques d'enregistrement avec des modes de consommation et des perceptions du rôle ou des effets des médicaments par différents acteurs.

La troisième partie aborde les effets secondaires des médicaments et la façon dont ils sont perçus par les patients. Un article porte sur les lipodystrophies provoquées par les antirétroviraux et la façon dont elles sont perçues par les patients (Desclaux), un autre sur les effets secondaires perçus par les utilisatrices de contraception hormonale (Teixeira *et al.*). Ces deux articles inscrivent la question des effets secondaires dans des modes de représentation localisés.

La quatrième et dernière partie développe des problématiques d'usage des médicaments et de production des frontières entre ce qui relève du médical et ce qui s'en trouve exclu, à travers une présentation des multiples stimulants sexuels en vente à Ouagadougou (Bila), une étude comparée des méthodes contraceptives aux Pays-Bas, aux Philippines et en Afrique du Sud (Hardon) et une analyse des produits dérivés de l'*aloe vera* au Sénégal (Desclaux).

La conclusion reprend la notion de pharmaceuticalisation en montrant ce qu'une approche à partir des pays du Sud permet de mettre en évidence, de nuancer ou de reformuler. Tout en synthétisant les apports des différents chapitres, elle fait également émerger des pistes de recherche (par exemple la question de la qualité).

On voit ainsi plusieurs pistes se dégager de l'ouvrage. La première concerne l'intérêt de penser la notion de pharmaceuticalisation à partir des pays du Sud, dans la mesure où les

problématiques de consommation, de régulation sont très différentes des pays industrialisés. La seconde piste concerne la notion de marge et la prise en compte non seulement des inégalités géographiques, mais également des différences de construction des marchés. Les marges définies dans cet ouvrage ne se constituent pas uniquement par rapport au modèle dominant, elles peuvent être également un lieu d'expérimentation et elles existent parfois parallèlement aux formes de légalité imposées. La troisième piste, mise en évidence par l'articulation des différents chapitres, est celle d'un programme d'analyse de la pharmaceuticalisation basé sur des ethnographies situées dans des espaces différents et montrant les connexions entre des mondes sociaux.

La lecture de l'ouvrage permet également de mettre en évidence un certain nombre de concepts et de façons de voir. Les auteurs du livre s'appuient fréquemment sur un ensemble de conceptions et de théories telles que « pharmaceuticalisation », « système du médicament », « biographie » ou « vie sociale » du médicament. Ces notions et ces principes d'analyse invitent à inscrire l'analyse dans un contexte économique et socioculturel plus vaste et à tenir compte de la dimension diachronique des circulations pharmaceutiques.

Ce livre ouvre également de nombreuses portes et invite à mener un certain nombre de recherches sur des domaines encore relativement peu exploités. On peut citer ici le domaine industriel et de la distribution de médicaments, de plus en plus produits dans des pays du Sud (Chine, Inde, Brésil par exemple) et distribués suivant des voies et des modes de fonctionnement encore assez peu étudiés en dehors des circuits imposés par les fondations et les ONG ou les banques de développement par exemple. Le corollaire de cette attention serait une analyse plus approfondie des modes de régulation et de contrôle des circulations pharmaceutiques, qui sont eux-mêmes producteurs de conceptions de la légalité ou de la légitimité des médicaments.

Sur un plan conceptuel enfin, certaines notions et certaines pistes d'analyse liées à la pharmaceuticalisation pourraient être plus

discutées qu'elles ne le sont dans l'ouvrage. On peut en retenir trois. La première concerne la question des subjectivités produites au sein du système du médicament, comme par exemple la notion de « citoyenneté thérapeutique » proposée par Vinh-Kim Nguyen et que d'autres auteurs de socioanthropologie des sciences analysent comme une « citoyenneté biologique ». Au-delà de ces deux notions, quelles sont les formes spécifiques de production de sujets dans le(s) système(s) du médicament ? La deuxième piste a été poursuivie notamment à partir des travaux de Kaushik Sunder Rajan sur la notion de biocapital, notion à travers laquelle sont conceptualisées les relations entre la transformation des sciences biologiques et de la biomédecine et l'évolution des modes de circulation et d'accumulation du capital. Une telle notion invite à inscrire les enjeux de la pharmaceuticalisation dans un contexte de mutation des marchés et des modes de production de la valeur qui ne sont pas absents de l'ouvrage, mais manquent parfois pour une meilleure compréhension. Comment faire le lien entre la construction des marchés internationaux, les stratégies des industriels et les modes de consommation pharmaceutique ? La dernière piste est celle, d'inspiration foucauldienne, des études sur la gouvernementalité propre aux systèmes pharmaceutiques, tels qu'étudiés en particulier dans *Biomedicine and governance in Africa*, ouvrage dirigé par Paul Wenzel Geissler, Richard Rottenburg et Julia Zenker. Une discussion sur ces notions n'impliquerait aucunement d'y souscrire, mais les directions qu'elles indiquent en matière de subjectivation, accumulation de capital et dynamiques de gouvernement pourraient être prises en considération de façon plus directe parce qu'elles forcent à tenir compte à la fois du rôle des États et des marchés sans perdre de vue les patients consommateurs impliqués dans le système du médicament.

Malgré cette critique qui porte plutôt sur l'urgence de confronter les différents cadres théoriques et d'analyses disponibles, cet ouvrage collectif est d'un grand intérêt et d'une rare cohérence. Par la synthèse qu'il offre sur les recherches autour du médicament, par la diversité des études de cas qu'il

présente et par les portes qu'il ouvre pour de futures ethnographies, il constitue une lecture bienvenue pour celles et ceux qui font porter leurs recherches sur le médicament et la médecine au Sud.

Mathieu Quet, IRD, CEPED

Genre et biopolitiques : L'enjeu de la liberté,
A. Gautier, 2012, Paris, L'Harmattan.

Dans son ouvrage « Genre et biopolitiques : l'enjeu de la liberté », publié en 2012, Arlette Gautier tente de relever, en à peine plus de 200 pages, un défi majeur : comment rendre compte de la complexité du contrôle et de la liberté concernant la fécondité des femmes, en l'articulant à des questions aussi bien de genre que sociale et culturelle et ce, sans tomber dans le piège d'un réductionnisme « discriminatoire » univoque ? Sans attendre la conclusion pour y répondre, il faut reconnaître à l'auteure sa tentative réussie qui plonge continuellement la lectrice et le lecteur dans des mondes humains divers qui, loin de relativiser toute compréhension sur ces questions, soulèvent des problématiques communes aux spécificités locales, sans que celles-ci se perdent pour autant dans un tout indifférencié. La première partie de son ouvrage traite à travers de multiples exemples des politiques de planification familiale diverses, considérées de longue date comme un enjeu sociopolitique magistral, en suivant les maximes néomalthusiennes « fécondité contrôlée égal développement économique » (p. 16). La deuxième partie soulève la question des considérations faites aux droits et libertés fondamentaux des femmes, en dépassant largement la notion de droit à la contraception et à la reproduction. Ainsi, ce livre pose sans cesse des ponts entre des terrains qui peuvent être à la fois complémentaires et contradictoires, sans qu'il apporte des pistes univoques, voire simplistes.

Ainsi, la lectrice et le lecteur y découvrent des politiques natalistes et antinatalistes variées, ayant dans un tel endroit tel résultat, mais un tout autre dans un autre contexte. De surcroît, un même pays peut à la fois appliquer des politiques différenciées selon ses intérêts